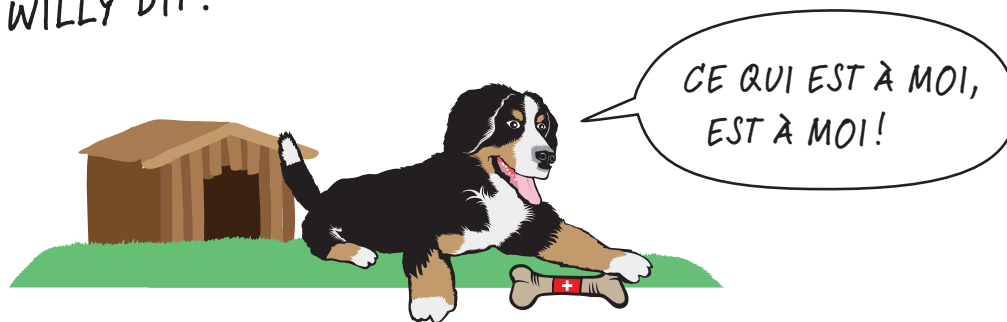


WILLY DIT:



Contre l'expropriation, pour la protection de la sphère privée

La protection de la propriété privée est une des tâches les plus importantes d'un Etat démocratique et libéral. L'UDC se bat pour que les citoyens puissent disposer librement des biens matériels et idéels qu'ils ont acquis. Dans ce même ordre d'idées, l'Etat doit laisser un maximum d'argent à la libre disposition des citoyens et contribuables. A notre époque, il est de plus en plus important de défendre également la sphère privée des gens. Il faut absolument éviter que l'on en arrive au «citoyen transparent».

Non à la redistribution voulue par la gauche

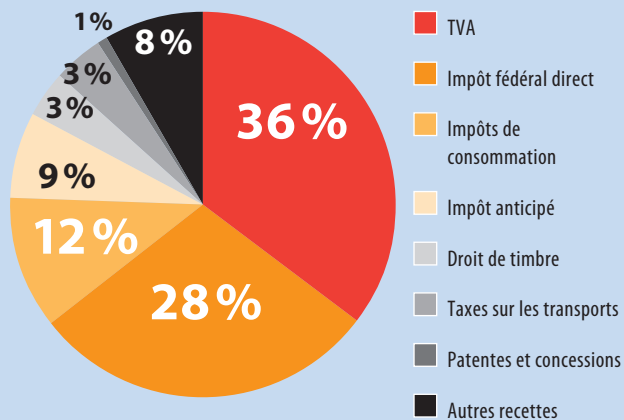
Les personnes qui travaillent et qui mettent de l'argent de côté pour pouvoir en profiter plus tard ont toutes les raisons de se méfier de la politique de la gauche. Toutes les interventions de la gauche visent en effet à mettre la main sur le porte-monnaie des gens, à saisir la propriété d'autrui pour la redistribuer. Le raisonnement socialiste est le plus matérialiste et le plus égoïste qui soit. Il vise systématiquement à résoudre tous les problèmes avec l'argent des autres. Qu'il s'agisse de l'intégration des étrangers, des

retraites anticipées, des homes d'accueil, des crèches pour enfants, des écoles de jour, du congé parental, des logements sociaux – pour la gauche, tout est affaire d'argent; d'argent dont doit disposer la classe politique pour le redistribuer à sa guise.

Expansion constante de l'Etat

L'Etat n'a cessé de croître ces dernières années. Conséquences: une forte augmentation de la densité régulatrice et une progression massive de la quote-part fiscale (somme des impôts et redevances par rapport au produit intérieur brut). Nous travaillons de plus en plus longtemps juste pour payer les impôts, taxes et redevances. L'Etat accapare un nombre croissant de tâches qui étaient autrefois de la responsabilité du privé. Les Suissesses et les Suisses devaient consacrer 50% de leur revenu aux impôts et redevances. C'est dire que nous travaillons six mois par an pour l'Etat. La Suisse se place ainsi au-dessus de la moyenne des pays membres de l'OCDE.

63,5 milliards de francs d'impôts par an pour la Confédération



Source: compte d'Etat 2014

Plus de liberté pour l'acquisition d'un logement

La propriété des Suisses est menacée par la charge croissante des impôts et des redevances. Même l'acquisition d'un logement à usage personnel est entravée par une foule de prescriptions et de restrictions étatiques. Cette politique nuit également aux locataires: les investissements, la construction et la rénovation doivent être financièrement intéressants pour que se créent des logements en suffisance et à des prix raisonnables. Or, la surréglementation que provoque l'actuel droit du bail affecte sensiblement le bon fonctionnement du marché du logement.

De moins en moins d'espace privé

La gauche et les autres partis étatistes ne se contentent pas de s'attaquer à la propriété des gens: ils veulent aussi leur enlever leur sphère privée. Suppression du secret protégeant les clients des banques, restriction des affaires au comptant, surveillance des faits et gestes de chacun – l'Etat intervient avec un sans-gêne croissant dans la sphère privée des citoyens dans

le but de les éduquer et de tirer un maximum d'argent de leur poche. L'UDC refuse cette politique.

La sphère privée des citoyennes et des citoyens doit être respectée et protégée. Par conséquent, l'UDC soutient les efforts visant à inscrire dans la Constitution fédérale un article sur la protection de la sphère privée. Elle se bat avec autant de détermination pour la sauvegarde du secret protégeant les clients des banques en Suisse et contre la tendance des autorités à intervenir de plus en plus dans la sphère privée des citoyens en surveillant leurs faits et gestes.

Renforcer la protection de la propriété

L'UDC se bat de toutes ses forces pour que les citoyennes et citoyens puissent disposer des biens matériels et idéels qu'ils ont acquis en toute légitimité. Faute d'une garantie constitutionnelle de la propriété, ni le droit de l'individu à disposer de ses biens, ni une société libérale et prospère ne sont possibles. L'histoire en témoigne maintes fois: lorsqu'un Etat ne garantit plus la propriété de ses citoyens, voire les prive de leur propriété, l'intégrité physique et la vie de ces mêmes citoyens sont également menacées. L'UDC s'oppose notamment à l'interdiction de prélever une partie du capital vieillesse épargné au titre du deuxième pilier pour financer un logement personnel ou pour fonder une petite entreprise. Cette interdiction équivaut à une expropriation pure et simple des citoyennes et des citoyens.

Moins de redistribution ordonnée par l'Etat

L'UDC s'engage aussi contre une redistribution sans cesse croissante. Dans un Etat libéral qui mise sur la responsabilité individuelle des citoyennes et des citoyens, ceux-ci doivent pouvoir se servir de leur propriété et de leur argent aussi librement que possible et non pas comme l'administration le juge utile. L'UDC refuse un Etat qui prend l'argent durement gagné de ses citoyens pour le redistribuer, même si l'intention qui justifie cette action est apparemment bonne. Chaque citoyen sait très bien lui-même comment il doit utiliser son argent et en assume la responsabilité.

Miner ce principe, c'est ouvrir la voie à un Etat socialiste qui saisit la propriété des citoyens pour l'utiliser à ses propres fins.

Moins de bureaucratie dans le droit de la construction

Dans le secteur immobilier, l'UDC réclame un assouplissement du droit du bail, notamment en ce qui concerne les prescriptions d'exploitation et le contrôle des loyers. La construction d'appartements et de maisons, habités par leurs propriétaires, doit être encouragée par des facilités fiscales. Le système actuel de l'imposition de la valeur locative décourage l'accès à la propriété du logement et il doit donc être supprimé. L'UDC s'oppose à la construction de logements sociaux par l'Etat. La construction de logements sociaux provoque toujours des distorsions de la concurrence qui ont des effets négatifs sur les investissements privés.



Le citoyen doit pouvoir disposer librement de ses biens matériels et immatériels. L'Etat doit protéger la propriété.

POSITIONS

L'UDC

- accorde une grande importance à la protection de la propriété privée, elle combat les tendances à restreindre l'utilisation d'argent liquide et à l'Etat de mettre la main sur l'épargne et les fonds des caisses de retraite;
- s'engage contre les réglementations hostiles à la propriété privée dans le droit du bail et dans le secteur immobilier;
- soutient la suppression de l'impôt sur la valeur locative, système qui restreint l'accès à la propriété du logement, mais exige le maintien de la déductibilité des frais d'entretien et des intérêts sur la dette pour encourager les investissements;
- refuse des taux de progression déraisonnables dans l'imposition;
- défend la propriété intellectuelle qui est essentielle à la recherche scientifique et à l'industrie suisse;
- s'engage pour la protection de la sphère privée et contre une surveillance excessive de l'Etat.

AVANTAGES +

Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme citoyen, le droit à l'autodétermination;
- ✓ ma famille dispose de plus de moyens pour vivre;
- ✓ comme actif ou rentier, je suis moins chargé par les impôts et redevances;
- ✓ comme propriétaire de mon logement, j'ai la garantie de ma propriété;
- ✓ comme client d'une banque, ma sphère privée est protégée;
- ✓ comme chef d'entreprise, je bénéficie du juste rendement de mes développements et de mes innovations.